

Première analyse : le budget de la recherche 2012 subit une nouvelle baisse en euro COURANTS

Par Henri Audier

L'annonce faite par le gouvernement et reprise par la presse d'une « croissance » du budget 2012 de l'ES-R (MIRES) est formellement exacte : + 1,7 % en Autorisation d'engagement (AE) et de 1 % en Crédits de paiement (CP), en euros COURANTS.

Ces chiffres déjà catastrophiques sont aggravés par les changements de périmètres de la MIREs dont l'analyse demandera un peu plus de temps : il s'agit donc ici d'une première analyse. Pour le moins, si on retire l'opération « blanche » - pour le budget de l'Etat - du transfert progressif sur la MIREs du paiement des pensions, la « croissance » devient encore plus modeste : + 1 % en Autorisations d'engagement et très faible, voire quasi nulle en Crédits de paiement.

Plus précisément, la partie enseignement supérieur (formations supérieures, Vie étudiante, enseignement agricole) progresse (hors retraite) de 1,8 % en AE et 1,5 % en CP, toujours en euros courants, principalement du fait du dixième mois de bourse.

La composante « recherche » de la MIREs régresse (hors retraites) de 0,1 % en AE et de 1,40 % en CP, toujours en euros courants.

Ce budget 2012 fait suite au budget 2011 qui était, pour la MIREs, en régression en euros courants. Au total (suppression de crédits notamment en cours de 2010, budget 2011, budget 2012, depuis l'annonce du Grand emprunt en 2010, la MIREs a chuté de plus de 4 % en euros constants, soit plus que ce que rapporteront annuellement les intérêts du « Grand emprunt ».

Du fait de ce nouveau budget, la MIREs est en 2012 (hors retraites et changements de périmètres), à un niveau inférieur à celui de 2007 en euros constants.

Rappelons qu'aucun emploi statutaire ne sera créé, ce qui est le cas depuis 2007, phénomène que la France n'a jamais connu, que le nombre de CDD a explosé (15000 pour la seule ANR) et que le gouvernement refuse de les intégrer sur postes statutaires.

Rappelons que la France est au quatorzième rang mondial pour l'effort de recherche, versus son PIB, et que son retard sur les pays de tête s'accroît. L'objectif de 3% du PIB en 2012, promis par Sarkozy, n'a aucune chance d'être atteint. Pire nous serons probablement en dessous du niveau de 2002.

Rappelons que la France est vingt-sixième (sur 32 classés) pour le budget civil de l'ES-R.

Rappelons que pour atteindre 3 % du PIB pour la recherche dans dix ans, il faudrait augmenter au minimum de 5% par an le budget de l'ES-R (hors inflation et croissance du PIB) pendant 10 ans.

Il est grand temps de les dégager.

	AE 2011	AE 2012	Δ (%)		CP 2011	CP 2012	Δ (%)
Mires ES	15 125	15 496	+ 2,4 %		14 921	15 244	+ 2,1 %
Hors retraites	12217	12445	+ 1,8 %		12 015	12 293	+ 1,5 %
MIREs Recherche	10 236	10 276	+ 0,5 %		10 262	10 181	- 0,8 %
Hors retraites	9 265	9258	- 0,1 %		9 291	9 163	- 1,4 %
MIREs Total	25 349	25773	+ 1,7 %		25 183	25 426	+ 1 %